

DÉCLARATION FNEC FP-FO CSA SD DE LA DORDOGNE 6 MARS 2023

Madame La DASEN,
Mesdames & Messieurs les membres du CSA SD 24

Nous sommes à la veille d'une mobilisation que nous souhaitons et espérons massive, pour mettre l'économie à l'arrêt. La FNEC-FP-FO réitère son appel lancé à l'ensemble des personnels pour organiser à partir du 7 mars la fermeture des EPLE et des services administratifs pour protester contre le projet de réforme des retraites. Oui, il faut mettre la France à l'arrêt à partir du 7 mars ! Oui, il faut bloquer le pays !

Au-delà de ce projet de réforme des retraites, véritable fossoyeur des acquis sociaux, ce sont les conditions de travail des personnels qui sont aussi la préoccupation majeure de nos collègues. A chaque drame qui frappe les personnels de l'Education Nationale (de Samuel Paty à Agnès Lassalle) la population s'émeut, reconnaît la difficulté du métier d'enseignant, le ministère apporte « son soutien à la communauté éducative », d'ailleurs, tout le monde s'accorde à dire que les personnels doivent être obligatoirement protégés. Cependant, la première cause de maltraitance des personnels à savoir les conditions de travail ne s'améliorent pas, et se dégradent un peu plus à chaque rentrée scolaire.

Ce premier CSA SD « créations/suppressions de postes » réuni aujourd'hui a à l'ordre du jour, la déclinaison de la décision ministérielle de supprimer, pour la rentrée 2023, 840 postes dans le 2nd degré soit une carte scolaire pour la Dordogne portant le retrait de 18 postes... Ce projet de carte scolaire est basé sur des indicateurs de baisse démographique (- 410 élèves). Nous le rappelons suivant les ZAP, la Dordogne a un indicateur de position sociale (IPS) très faible entre 90 et 100, ce qui signifie que tous les élèves n'ont pas forcément une aide parentale/familiale suffisante pour aborder leur scolarité. La FNEC-FP FO, attachée à la formation initiale souhaite que les élèves périgourdins puissent bénéficier d'une même offre de formations d'un même choix de spécialités sur l'ensemble du territoire. Nous avons une paupérisation croissante de notre département, l'école publique laïque et républicaine est la première arme pour lutter contre cette précarité aussi bien économique, sociale que culturelle. Seule une orientation choisie et non contrainte pourra permettre aux jeunes de s'intégrer sereinement dans la vie active.

Autre situation préoccupante encore cette année, le nombre élevé de postes à compléments de service. Les documents de présentation (et nous remercions les personnels de la DSDEN pour la rigueur et la précision de leur travail) en dénombrent 229, dont pas moins de 63 en dehors de la même commune.

Même si le décret Peillon/ Hamon que notre fédération a combattu, les rend légaux, nous nous inquiétons pour les collègues qui vont voir, encore, à la rentrée leurs conditions de travail se dégrader. 23 postes à compléments de service sont vacants, dont 6 en technologie et avec des quotités de moins de 6h. Avant même la suppression effective de la technologie en 6ème nous voyons déjà les effets négatifs sur les conditions de travail de nos collègues et que dire de l'offre de formation proposée aux élèves ? Faute de remplaçants (TZR ou contractuels), de nombreuses heures d'enseignement sont perdues, remettant en cause d'un côté le droit des personnels à s'absenter quand leur santé est défaillante et de l'autre le droit de tous les élèves à disposer d'un enseignement de qualité. L'égalité de traitement n'est plus assurée. Le ministre Pap Ndiaye entend proposer une mesure « rustine » dans son fameux pacte : encourager les remplacements de courte durée, en lieu et place de recrutement massif. C'est pour cela que la FNEC-FP FO a décidé de quitter les groupes de travail du ministre N'Diaye visant à instituer son « pacte » avec les enseignants. Elle lui oppose sa revendication d'augmentation indiciaire pour tous les personnels sans contrepartie, à minima à hauteur de l'inflation pour commencer, et rattrapage des 25 % de pouvoir d'achat perdus en 20 ans ! Augmenter les salaires est un moyen efficace pour assurer l'attractivité du métier d'enseignants pour nos jeunes diplômés.

Pour la FNEC FP FO tout est lié : les raisons pour lesquelles le gouvernement supprime ces milliers de postes sont les mêmes que celles qui motivent la contre-réforme des retraites. Aussi, il n'y a pas davantage de raisons d'accepter les mesures de suppressions de postes qui résultent de ces nouvelles coupes budgétaires avec l'augmentation du taux d'HSA par rapport aux heures postes que d'accepter de travailler deux années de plus pour des pensions toujours plus faibles.

Alors à partir du 7 mars, bloquons le pays, fermons les EPLE pour faire entendre nos voix !

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO
Béatrice SARNAC, Frédéric ALSER